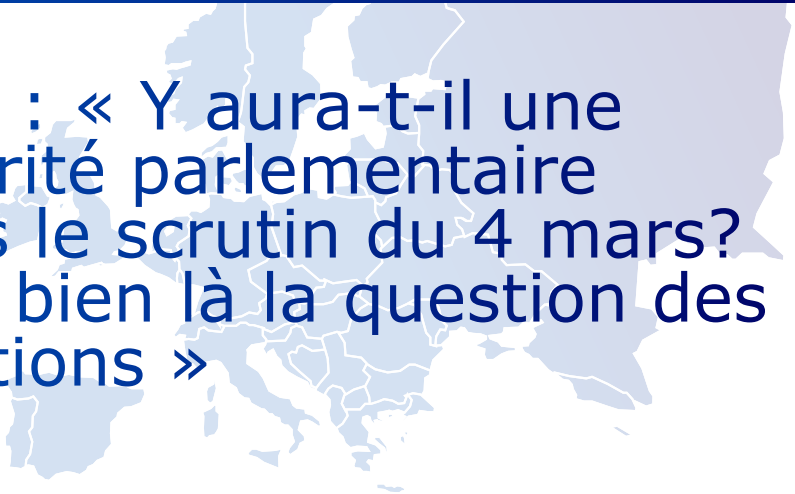


Entretien d'Europe

n°97

26 Février 2018



Italie : « Y aura-t-il une majorité parlementaire après le scrutin du 4 mars ? C'est bien là la question des questions »

1. Jusqu'alors les principaux sondages indiquaient qu'aucun parti ne serait en mesure de former une coalition de gouvernement à l'issue du scrutin, l'hyper-droitisation de la campagne depuis une semaine peut-elle renverser cette prévision ?

Oui. Manifestement, la coalition de centre-droit semble bénéficier d'une dynamique porteuse. Mais attention. Les derniers sondages publiés avant l'interdiction de leur diffusion font apparaître qu'il reste une proportion importante d'électeurs indécis ou tentés par l'abstention. Par ailleurs, il faut bien distinguer le pourcentage de voix obtenues à la proportionnelle et le nombre de députés et sénateurs qui seront élus dans la partie uninominale et majoritaire à un tour (36% d'entre eux). Les spécialistes disent qu'il faudrait que la coalition de centre droit obtienne 40% des voix pour décrocher une majorité absolue de sièges dans les deux chambres tout en raflant un grand nombre de sièges dans la partie majoritaire à un tour, notamment dans le Sud où l'issue se jouera entre le centre droit et le Mouvement 5 étoiles (M5S).

2. La coalition emmenée par Silvio Berlusconi et Forza Italia est créditée de 35% dans les derniers sondages. Comment expliquer le retour sur la scène politique de Berlusconi et de la droite italienne ?

Le Silvio Berlusconi de 2018 n'a plus grand-chose à voir avec celui de 1994. Il est certes présent

dans cette campagne, bien qu'inéligible. Il tente de s'imposer dans la coalition qu'il a contribué à forger et qui rassemble son parti, Forza Italia, la Ligue du Nord de Matteo Salvini, les Frères d'Italie de Giorgia Meloni, un parti d'extrême droite, et un petit regroupement de centristes. Pour cela, il bénéficie de ses chaînes de télévision et de son noyau dur d'électeurs prêts à le suivre jusqu'au bout. Mais les sondages créditent Forza Italia de plus ou moins 16% des voix. Si cela se vérifiait le 4 mars, cela représenterait le plus mauvais score de Forza Italia depuis sa création il y a presque un quart de siècle. L'ensemble du centre droit apparaît comme l'alternative, usée dans le cas de Berlusconi, à une législature de centre gauche. De 2013 à 2018, il y a eu trois gouvernements dirigés par des hommes du Parti démocrate, chacun avec son style et parfois avec de forts antagonismes entre eux : Enrico Letta, Matteo Renzi et Paolo Gentiloni. Dans la même période, le palais du Quirinal, siège de la présidence de la République, a été occupé par Giorgio Napolitano, et maintenant par Sergio Mattarella, classé lui aussi au centre gauche. Berlusconi et le centre droit sont donc des forces d'opposition bénéficiant de toute façon d'un puissant socle électoral dans le nord du pays, pas tant dans les grandes villes que dans les villes petites et moyennes, et les campagnes. On pourrait presque dire que cette partie septentrionale du pays est anthropologiquement hostile à la gauche, fut-elle modérée. Et que pour elle, Silvio Berlusconi reste une référence.

Italie : « Y aura-t-il une majorité parlementaire après le scrutin du 4 mars ?
C'est bien là la question des questions »

3. Forza Italia tient désormais un discours très droitier. Dans l'hypothèse où elle arriverait à former un gouvernement, peut-on envisager qu'elle modère son discours à l'épreuve du pouvoir ?

Sans doute oui, car il y a des composantes modérées au sein de Forza Italia. Berlusconi a signé avec ses partenaires un programme fortement critique de l'Union européenne. Mais il est allé voir Jean-Claude Juncker à Bruxelles ainsi que ses amis du Parti populaire européen (PPE) pour leur expliquer qu'il ne fallait pas s'inquiéter et que, par exemple, il respecterait les engagements d'assainissement des comptes publics, notamment pour réduire l'énorme dette publique. Mais sera-t-il en mesure d'imposer une orientation plus modérée alors que la Ligue du Nord et Fratelli d'Italia devraient connaître une très nette progression électorale et qu'ils ne se laisseront pas faire ? Rien n'est moins sûr.

4. En 2013 le Parti démocrate faisait 40% loin devant le Mouvement 5 Etoiles ; désormais Matteo Renzi espère faire plus de 20%, y-a-t-il un phénomène de sanction de la coalition centre-gauche au pouvoir ?

Oui. Le centre-gauche a fait une très grande quantité de réformes sur de multiples sujets. Et cela a provoqué des mécontentements. A droite mais aussi à gauche. D'où la création de la coalition Libres et égaux qui rassemble diverses composantes de la gauche de la gauche dont des anciens du Parti démocrate, qui veulent abattre politiquement Matteo Renzi. Cet homme après avoir eu son heure de gloire (il avait obtenu avec son parti 40% des voix aux élections européennes de 2014) est détesté. Parce qu'il a voulu réformer à la hussarde, parce qu'il a personnalisé et médiatisé à outrance son action en recourant à un style provocateur et un brin populiste, par son agressivité envers ses adversaires qu'il a fréquemment humiliés s'en faisant des ennemis irréductibles. La croissance économique a

repris, il y a eu des créations d'emplois, mais les Italiens ne l'enregistrent pas. En revanche, ils ressentent le creusement des inégalités de toute nature et l'expansion de la pauvreté. En outre, ce gouvernement est pro-européen dans un pays qui bascule dans l'euroscépticisme et il est rendu responsable de l'afflux des migrants, qui provoque des réactions de peur, de rejet, de xénophobie et de racisme. Enfin, l'Italie continue d'être caractérisée par une monumentale crise de défiance qui se cristallise plus facilement sur les équipes au pouvoir que sur les forces d'opposition.

5. La Ligue du Nord obtiendrait de hauts scores dans le nord du pays tandis que le Mouvement 5 Etoiles serait le premier parti en termes d'intentions de vote. Le nombre d'indécis à deux semaines du scrutin est encore élevé. L'un de ces deux partis peut-il arriver au pouvoir le 4 mars prochain ?

Le Mouvement 5 étoiles, non. Il est le premier parti dans les sondages. Mais il est isolé. Son jeune dirigeant Luigi Di Maio est parfaitement conscient des risques d'usure à moyen ou long terme que comporte cet isolement. C'est pourquoi il tente de changer une partie de l'ADN du M5S. Il veut démontrer être un parti responsable, crédible et n'hésite pas, rompant ainsi avec la tradition d'hostilité du M5S à l'encontre de tous les partis, à dire que des convergences programmatiques pourraient être trouvées après le 4 mars si personne n'obtenait la majorité absolue au Parlement. Il a indiqué deux alliés potentiels. Libres et égaux d'une part, qui se déchirent sur cette hypothèse entre ceux qui ne l'excluent pas et ceux qui la rejettent. La Ligue du Nord, d'autre part, qui dit être engagée pour l'instant dans sa coalition de centre droit. Que se passera-t-il après le 4 mars en cas d'absence d'une majorité claire ? Le Mouvement 5 étoiles cherchera à proposer ses services. Mais pour cela il faut avoir le nombre suffisant de sièges, ce qui est loin d'être gagné. Ni la Ligue du Nord ni le M5S n'auront une majorité de députés et de sénateurs et surtout les autres partis trouveront des accords entre eux pour éviter ce scénario.

6. Comment analyser le succès des discours portés lors de la campagne notamment par la Ligue du Nord ou encore par le Mouvement 5 Etoiles. Peut-on parler d'un 'populisme italien' ? Est-il spécifique ? Quelles en seraient les différentes variantes ?

L'Italie est un laboratoire de populismes. Un peu comme la France. Ou plus encore que la France. Il y a plusieurs populismes qui prospèrent sur la situation économique et sociale, la défiance généralisée, verticale envers la classe politique et l'ensemble des élites, et horizontale, ce qui se manifeste par la peur de l'autre, à commencer par l'étranger, mais aussi le voisin, qu'enregistrent les enquêtes d'opinion. Compte aussi le malaise européen ou encore l'inquiétude quant à l'avenir de l'Italie confrontée à une vague d'immigration (plus de 5 millions de personnes régulièrement installées, 4 fois plus qu'en 2001, des centaines de milliers de clandestins), et les flux de migrants et de réfugiés qui débarquent sur les côtes de la péninsule.

Il y a le populisme de l'entrepreneur, celui de Berlusconi, toujours là, fut-il affaibli, qui était prémonitoire de celui de Donald Trump. Le populisme de la Ligue au départ, au tournant des années 1990, régionaliste, expression de la partie riche de l'Italie qui ne voulait plus s'embarrasser du Sud, et qui maintenant est devenu un populisme d'extrême droite, non sans provoquer des crispations internes, une sorte de Ligue nationale, comme le dit le sociologue Ilvo Diamanti, qui s'inspire du Front national, mais plutôt tendance Marion Maréchal-Le Pen. L'Italie a donné naissance à un populisme inclassable dans la typologie des populismes européens, celui du Mouvement 5 étoiles, ni de gauche, ni de droite, écologique aussi, attrape-tout, combinant l'horizontalité démocratique via internet et la verticalité de ses dirigeants qui au final a toujours la prééminence absolue. Enfin, Matteo Renzi a expérimenté aussi un autre type de populisme, le populisme de gouvernement, le populisme

centriste, une formule qui fait des émules un peu partout, qui lui a permis de s'emparer à l'issue d'une primaire du poste de secrétaire du Parti démocrate en 2013 et dont il s'est servi lorsqu'il était président du Conseil de 2014 à 2016. Renzi n'était pas et n'est pas que populiste. Il serait absurde de le résumer à cette qualification. Mais il a beaucoup joué de cette dimension et tente parfois encore d'y recourir, même si à l'occasion de cette campagne il joue plutôt la carte de l'homme d'expérience et raisonnable.

7. La Ligue de Salvini continue de proposer un référendum sur la sortie de l'euro. Dans quelle mesure l'euro-scepticisme gagne-t-il du terrain dans le pays et pour quelles raisons ?

La progression de l'euro-scepticisme est le grand changement historique de l'Italie. Ce pays qui fut longtemps l'un des plus europhiles, notamment dans les années 70-80, a commencé à douter de l'Europe à partir des années 1990. Cela n'a fait que s'aggraver après la crise financière puis économique de 2008 et avec l'arrivée massive de migrants. L'Europe est rendue responsable de la récession économique de l'Italie et de la détérioration de sa situation sociale. Une grande partie des Italiens estiment, et ce n'est pas faux, que l'Europe les a laissés tomber alors que les migrants débarquaient et continuent de le faire, sur un rythme plus ralenti depuis un an suite à des mesures prises par le gouvernement de Paolo Gentiloni, et notamment par son ministre de l'intérieur, Marco Minniti. L'attachement des Italiens à l'euro est le plus faible de tous les pays de la zone euro, comme l'a démontré la vaste enquête Ipsos[1], 45% contre par exemple 62% des Français et une moyenne de 58% dans la zone euro : la nostalgie de la Lire est assez répandue, par exemple chez les petits entrepreneurs qui bénéficiaient de ses dévaluations compétitives. Plusieurs partis ont fait de la critique de l'Union européenne et de l'euro leur grande ressource politique. C'est le cas de la Ligue, de Frères d'Italie, du Mouvement 5 étoiles et d'une partie de Libres et Egaux. Durant cette campagne, les deux premiers ont continué

1. IPSOS pour la Fondation pour l'Innovation politique, publiée sous le titre « Où va la démocratie ? » février-mars 2017

à développer cette orientation, tandis que le Mouvement 5 étoiles a quelque peu modéré ses propos, Luigi Di Maio se déclarant pro-européen et disant qu'il n'envisagerait un référendum consultatif sur l'euro, jusqu'alors priorité du M5S, qu'en « ultima ratio ». Certains commentateurs italiens y voient la preuve que l'Europe constitue désormais une contrainte indépassable. Je n'en suis pas certain. Si ces partis déterminaient l'orientation du futur gouvernement, cela créerait une forte tension au sein de l'Union européenne. Seuls le Parti démocrate et la liste d'Emma Bonino, alliée de celui-ci, intitulée symboliquement Europa più (plus Europe), défendent clairement des positions pro-européennes, sachant qu'au sein de Forza Italia, il y a aussi des pro-européens qui font entendre leur voix, mais qui sont peu audibles du fait qu'ils sont alliés à des partis souverainistes.

8. La fusillade de Macerata a montré de vives tensions en Italie, la question des migrants ayant dévoilé une réelle fracture au sein de la société. Y a-t-il deux Italies irréconciliables ? Quel impact la crise des migrants a-t-elle sur le rapport des Italiens à l'Europe ?

La question des migrants a joué et joue encore un rôle fondamental dans le développement de l'euroscepticisme italien. L'Italie a une grande tradition historique de profondes divisions politiques qui a pu donner dans le passé l'impression d'être un pays au bord de la guerre civile (des formes de guerre civile ont été une réalité dans des parties de la péninsule après la Première Guerre mondiale et à la fin de la Seconde Guerre mondiale). Que l'on pense à l'antagonisme entre fascistes et antifascistes, ou entre communistes (l'Italie avait le plus grand parti communiste de l'Europe occidentale) et anticommunistes. Dorénavant, toutes les enquêtes d'opinion démontrent que les migrants, mais aussi l'immigration légale et plus encore clandestine, provoquent des réactions de peur, de crispations, de rejet, de xénophobie et de

racisme. Et cela se traduit par des agressions verbales ou physiques. Minoritaires mais qui se multiplient. D'autant que les partis de droite, la Ligue du Nord, les Frères d'Italie et des groupuscules ouvertement néo-fascistes les justifient en en rejetant la responsabilité sur la présence des migrants et des immigrés, et sur les gouvernements de centre gauche. La droite développe des propositions outrancières, démagogiques et schématiques sur les migrants et l'immigration au nom de la sécurité et de la défense de l'identité italienne. Quant au Mouvement 5 étoiles, il dénonce ce qu'il appelle « le business de l'immigration ». Toutefois, il ne faut pas occulter d'autres réalités. Nombre d'immigrés légaux ont trouvé leur place en Italie (d'autant que le déclin démographique mortifère de ce pays rend leur présence indispensable dans nombre de métiers et d'activités). Le nombre de mariages mixtes (entre un Italien et une étrangère, entre une Italienne et un étranger) progresse. Nombre d'associations, notamment catholiques, œuvrent pour leur intégration. Cela étant, des problèmes surgissent et ne sont pas résolus. L'Italie, pays largement catholique qui a toujours eu des minorités juives et protestantes, doit apprendre à vivre avec deux autres religions, la religion chrétienne orthodoxe et l'Islam. Le centre gauche a voulu faire passer une réforme d'accès à la citoyenneté avec un droit du sol et il a échoué. La droite et le M5S n'en veulent pas. Peut-on dire qu'il y a deux Italies irréconciliables ? Je ne le crois pas. Après la fusillade de Macerata, les groupes fascistes ont manifesté leur soutien à l'auteur de cet attentat. La gauche de la gauche s'y est opposée, dénonçant le fascisme et le racisme. Des incidents ont éclaté. Le Parti démocrate a préféré appeler au calme tout en organisant une grande manifestation nationale antiraciste le 24 février. Il y a certainement un risque de radicalisation. Plus ou moins maîtrisé pour le moment. Ce qui est certain, c'est que l'Italie sera désormais un pays qui comportera une bonne proportion d'étrangers sur son sol et à demeure (actuellement 8% de la population) et qu'elle doit résoudre la question de leur intégration.

9. Dans l'hypothèse d'un basculement du Conseil à droite le 4 mars prochain, la nouvelle donne italienne pourrait-elle être en mesure de modifier la situation européenne actuelle ?

Tout dépendra du gouvernement qui sortira des urnes. Si le centre-droit dispose de la majorité absolue, l'exécutif oscillera de manière continue entre des positions souverainistes et des orientations pro-européennes. Tout dépendra de la répartition des ministères entre les représentants des partis. Le président de la République jouera de tout son poids pour maintenir une attitude pro-européenne. Mais le gouvernement risquera de faire du cabotage et la crédibilité de Rome en sera affectée. Je ne crois pas au scénario totalement eurosceptique, soit un gouvernement Mouvement 5 étoiles, Ligue du Nord, Frères d'Italie avec quelques représentants de Libres et Égaux. Ils ne devraient pas avoir suffisamment d'élus pour composer une majorité et une telle alliance comporterait de forts risques politiques pour chacune de ses composantes. Faute de majorité, il y aura certainement un gouvernement. Lequel ? Un gouvernement de coalition Parti démocrate-Forza Italia, en dépit des dénégations de l'un et de l'autre en ce moment ? Ou un gouvernement dirigé par une personnalité de prestige, peut-être non directement politique, soutenu par le Parti démocrate et Forza Italia ? Dans ces deux hypothèses, Rome maintiendrait une

politique pro-européenne. Mais ces exécutifs seraient fustigés par les forces souverainistes et anti-européennes qui dénonceraient cette confiscation de la démocratie par le revirement de Forza Italia qui romprait son alliance électorale ou par un expert.

10. L'Italie peut-elle par exemple être un opposant à la volonté de réforme de l'Europe proposée par Emmanuel Macron et soutenue par Angela Merkel dans son accord de coalition ? Peut-on par ailleurs envisager un rapprochement, notamment sur les questions migratoires avec le gouvernement de Sebastian Kurz ou le groupe de Visegrad ?

Si c'est un gouvernement de centre-droit, certains de ses membres freineront les volontés de réforme du président français et seront en effet tentés de converger sur les questions migratoires avec l'exécutif autrichien et le groupe de Visegrad. Mais, sur le premier point plus que sur le second, cela provoquerait des tensions au sein de la majorité parlementaire. S'il y en a une. Car c'est bien là la question des questions pour le moment. Si vous le voulez bien, attendons le verdict des urnes.

Marc Lazar

professeur des universités à Sciences Po où il dirige le Centre d'histoire. Il est également président de The School of Government à l'université Luiss-Guido Carli de Rome depuis 2010.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.